

Zeitschrift: Versants : revue suisse des littératures romanes = Rivista svizzera delle letterature romanze = Revista suiza de literaturas románicas
Herausgeber: Collegium Romanicum (Association des romanistes suisses)
Band: 60 (2013)
Heft: 1: Fascicule français. Le conflit urbain

Artikel: Pierre Dalloz (et moi)
Autor: Meltz, Raphaël
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-391104>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pierre Dalloz (et moi)

Lorsque j'ai...¹

Déjà, dire «je». Pour raconter un homme, dire «je». Pour une biographie. Une biographie? Non, ce n'est pas une biographie que je vais faire. On ne peut pas faire une biographie. Du moins: je ne peux pas faire une biographie. C'est tellement dur, déjà, de parler de quelqu'un qui est là, devant soi. De quelqu'un de vivant. C'est déjà tellement faux. Tellement absurde. Tellement inutile.

Ce n'est pas sa vie, qui m'intéresse. Pas sa vie. Une vie, c'est quoi? Une vie, ça se raconte?

Ce sont ses traces qui m'intéressent, ce qu'il a laissé. Des mots. Des histoires. Et puis, des bâtiments. Bien sûr qu'il était architecte. Et pourtant, il n'a quasiment conçu aucun bâtiment. Il les a choisis. Il a modelé la France de l'après Seconde Guerre mondiale. Sans lui, les villes détruites pendant la Seconde Guerre mondiale, les villes nouvelles, et ce qu'on appelle la «banlieue» n'auraient sans doute pas le visage qu'elles ont aujourd'hui.

Il s'appelle Pierre Dalloz. Et je ne dirai jamais autrement que: Pierre Dalloz. Il paraît que les vrais biographes, qui passent plusieurs années en compagnie de celui qu'ils veulent raconter, finissent par lui donner un surnom. Ou un diminutif. Manière de marquer la familiarité avec celui qui occupe vos pensées, vos rêves. Je ne suis pas de ceux-là.

Il s'appelle Pierre Dalloz, et je ne vais pas raconter sa vie.

Un homme, c'est quoi? Une image? Longtemps je n'ai eu qu'une seule photo de Pierre Dalloz: à quoi bon la décrire? À quoi bon le décrire? Parler de ses lunettes à grosses montures, de son crâne chauve? À quoi bon?

Mais je dois repartir en arrière. Pierre Dalloz est né en 1900. C'est pratique pour suivre le fil des années de sa vie. De son enfance, de son

¹ Ce texte est une version raccourcie d'un texte écrit pour France Culture, émission «L'Atelier fiction».

adolescence, de sa jeunesse, de ses études, je ne dirai rien, ou presque. Cela ne m'intéresse pas. Ce qui m'intéresse, dans la vie d'un homme, c'est ce qu'il construit ; pas la façon dont il se construit.

De 1933 à 1939, Pierre Dalloz est rédacteur en chef de la revue *La Montagne*, un mensuel édité par le club alpin français. En 1939, il est officier dans l'armée des Alpes : c'est la drôle de guerre. À l'été 1940, il est démobilisé – il s'installe dans sa maison familiale des côtes de Sassenage, juste au-dessus de Grenoble. Refusant de travailler pour le régime de Vichy, il se proclame « chômeur intellectuel », et entreprend de traduire deux lettres de Bernard de Clairvaux au pape Eugène III, dont des extraits paraîtront en 1945 aux éditions de Minuit. Mais la résistance par les textes, c'est une chose ; par les actes, c'en est une autre. Pierre Dalloz est l'homme qui a créé, ou du moins fait créer, le maquis du Vercors. J'aurais aimé parvenir à faire une histoire du Vercors. Je me suis plongé dans les livres d'histoire, dans les souvenirs des uns et des autres, mais bien sûr je n'ai pas la place, ici, pas le temps de raconter tout cela. C'est trop complexe à raconter. Il y a cette polémique, qui depuis la guerre ne s'est jamais éteinte : le pouvoir gaulliste à Londres aurait-il délibérément sacrifié, ou du moins abandonné, le Vercors ? C'était la conviction de Pierre Dalloz, qui n'a jamais caché le peu d'estime qu'il avait pour le général de Gaulle.

Lorsque j'ai... C'est ainsi que je voulais commencer : lorsque j'ai découvert l'existence de Pierre Dalloz, j'ai eu le sentiment qu'on m'avait caché jusqu'à présent un acteur majeur de l'histoire du vingtième siècle. Comment cet homme qui avait été le meilleur ami de deux écrivains mythiques (Antoine de Saint-Exupéry, Jean Prévost) tués à vingt-quatre heures d'intervalle par les Allemands, qui avait publié un des premiers livres des éditions de Minuit, qui avait mis sur pied le maquis du Vercors, et qui, après la guerre, en tant que chef de l'architecture au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, avait modelé le visage de la France urbaine encore visible aujourd'hui, comment cet homme pouvait-il être à ce point ignoré ?

Comment la raconter, cette histoire ? Faut-il l'inventer ? Il faut l'inventer, nécessairement – même un historien finit par inventer, pour

combler les trous, les questions qui restent en suspens. Alors, moi qui n'ai ni la rigueur ni le sérieux de l'historien, comment pourrais-je faire autrement qu'inventer ?

Il faudrait se rendre, un jour de 1948, quai de Passy, à Paris – le quai de Passy s'appelle maintenant avenue du président Kennedy, c'est là où se trouve la maison ronde : Radio France. Les services du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, le MRU, se trouvaient un peu plus haut, tout près du métro Passy. Dans des bâtiments provisoires, des préfabriqués qui ont été utilisés pendant une quarantaine d'années. Aujourd'hui, ils n'existent plus, des logements ont été construits à la place.

Pour raconter ce ministère, j'ai cherché des images, des récits. Mais je n'ai pas trouvé grand-chose. Si ce n'est ce débat du 18 mars 1948, au Conseil de la République, c'est-à-dire l'équivalent du Sénat pour la IV^e République. C'est le sous-secrétaire d'État aux affaires économiques qui se félicite du fait que les ministères quittent les appartements parisiens qu'ils occupaient provisoirement, libérant ainsi des logements rendus aux particuliers :

Il y a dix-huit mois, le ministère de la reconstruction était logé dans dix-neuf immeubles habitables. Grâce aux crédits qui ont été votés dans les précédents budgets, la totalité du ministère de la reconstruction est actuellement regroupée quai de Passy dans des installations provisoires et le ministre, qui occupe encore un immeuble ou plutôt un hôtel particulier, rue de Grenelle, va le quitter très prochainement pour s'installer lui-même dans ces bâtiments provisoires.

En 1948, c'est Eugène Claudius-Petit qui vient d'être nommé ministre de la Reconstruction. Encore un fil que je voudrais pouvoir suivre sans fin : il existe une biographie passionnante de Claudius-Petit, intitulée *Un Politique en architecture*. Elle raconte, sous la plume de Benoît Pouvreau, l'histoire de cet ouvrier autodidacte, ayant quitté l'école à douze ans, et devenu un ministre de la République, passionné par les questions de logement et d'urbanisme. Et fasciné par la modernité, et notamment par Le Corbusier, qu'il n'aura de cesse de défendre et de faire travailler. D'abord comme ministre, ensuite comme maire de Firminy, en Haute-Loire : l'une des quatre villes françaises accueillant une « cité radieuse », une « unité d'habitation » conçue par « Corbu ». « La maison du fada », comme disaient les Marseillais.

En 1945, avant d'être ministre, Eugène Claudius-Petit tonnait à l'Assemblée nationale :

Dans un de ses discours, le général de Gaulle a prononcé cette phrase inoubliable : « La France n'a pas souffert ce qu'elle a souffert pour qu'on reblanchisse les sépulcres ». Cela s'applique non seulement à la vie politique, pour nous, cela s'applique même au décor de notre vie, parce que nous savons que nous ne ferons rien de nouveau si nous n'avons même pas le courage de transformer le décor où nous vivons.

Est-ce que la France voudrait devenir simplement par manque d'audace une sorte de grand musée pour touristes étrangers ? Est-ce qu'on va continuer selon les idées que Vichy avait établies et reconstruire nos petits villages de la Champagne comme des villages de poupées pour touristes en mal de dimanche ? [...]

La France, c'est le pays de la mesure, c'est le pays de Descartes et de la douceur de vivre.

Seulement, pour nous, la mesure doit toujours être accordée à la grandeur d'une époque. Or, rien n'a été fait dans le passé pour réparer le désordre des villes dans le domaine de la construction industrielle. Il nous faut maintenant penser le problème en tenant compte de l'évolution des techniques. Il nous faut affirmer qu'avec le béton, l'acier, le verre, et bientôt les matières plastiques, on peut créer une beauté qui sera égale à celle d'autrefois.

Pierre Dalloz est lui aussi une sorte d'autodidacte, dans le domaine de l'architecture. Il a travaillé auprès du grand architecte Auguste Perret, pendant près de dix ans, dans les années 1930. Mais une loi mise en place sous Vichy, et maintenue ensuite, empêche l'utilisation du titre DPLG, « diplômé par le gouvernement », à qui n'a pas fait les Beaux-Arts. Pierre Dalloz ne peut pas devenir architecte, mais il va pouvoir les choisir... Voilà ce qu'il raconte dans ses mémoires, consacrés à son action au sein du ministère de la reconstruction :

L'architecture m'aurait été fermée pour toujours si un jour je n'avais rencontré à Lyon, place Bellecour, pour m'avertir qu'un rendez-vous était déplacé, un résistant au nom de Claudius qui devint par la suite ministre de la Reconstruction. Par un nouveau hasard, j'entrai au cabinet du ministre, avant de prendre la direction d'un service capital, le service de l'architecture, qui dans le ministère n'existait pas. Personne n'était chargé de mettre en forme. De plans d'urbanisme médiocres, on passait bravement aux adjudications et aux chantiers.

Je dois être l'un des français, sinon le français, qui a le plus agi en architecte. J'ai eu à contrôler, et bien souvent à orienter, la mise en forme de la reconstruction de plus de soixante quinze villes.

Souvent j'ai donné des partis et en ai suivi l'exploitation. Je fus dans le même temps l'une des trois ou quatre personnes qui firent démarrer en France la

construction. J'ai fait énormément d'architecture sous de nombreux noms, dans les formes ô ! combien intéressées du service public.

Mon action à la tête de mon service d'architecture fut un combat ininterrompu qui me valut quelques amis, beaucoup plus d'ennemis. Les ennemis vous oublient moins que les amis. Je ne fus pas chef d'un service au sens administratif du terme ; je fus au sein de l'administration le chef d'un commando. Je défendis l'architecture et, lorsqu'ils la servaient, les architectes contre les empiètements de la bureaucratie et de la technique subalterne.

Lorsque j'ai découvert ces mémoires de Pierre Dalloz, j'ai cru défaillir de joie. À l'époque, en 2011, ils n'avaient pas été publiés, ils n'existaient que sous la forme du mémoire de DEA d'un étudiant qui les avait scrupuleusement annotés. C'est drôle, d'ailleurs, parce que, deux ans plus tard, ce DEA est devenu un livre² – et je me dis que c'est peut-être parce que j'avais écrit à son auteur, Stéphane Marmonier, pour lui demander son texte, que c'est peut-être cela qui a réveillé son intérêt et lui a donné envie de le publier. Peut-être pas. Et après tout, ça n'a guère d'importance.

Lorsque j'ai découvert ces mémoires, donc, j'ai cru défaillir de joie. Ce Pierre Dalloz sur lequel il n'existait quasiment aucune source allait me raconter l'histoire de la reconstruction et de l'urbanisme de l'après-guerre. J'allais tout savoir ! Et puis, très vite, j'ai déchanté. Le style de Dalloz, un peu fat, un peu arrogant, m'a déplu. Par exemple dans ce passage, où il explique où habitaient Claudius-Petit, le ministre, Herbé, le conseiller technique, et lui-même, le chef du service de l'architecture :

J'habitais 10 rue des Beaux-Arts dans un atelier dont les inconvénients avaient autant de réalité que le charme, où Corot et Fantin Latour avaient vécu, au cinquième étage d'une maison qui avait eu pour locataires Ampère et Mérimée. Des fenêtres de cet atelier, la vue plongeait sur des jardins plantés de grands arbres, paradis des merles et des pigeons, où il nous arrivait d'entendre des hiboux. « Ils vont de la tour Saint Jacques au Luxembourg », disait notre concierge. La vie s'écoulait là-haut en intimité avec le vent, avec les nuages, avec la pluie qui tambourinait sur le zinc du toit. La belle maison Directoire qui nous faisait face était la maison natale de Manet. Le Maréchal Lyautey y était mort. Souvent nous l'avions vu faire quelques pas dans son jardin, au soleil printanier. Au dernier étage d'une aile de retour, un autre atelier avait été celui de Derain.

² Pierre Dalloz, *Mémoires de l'ombre*, Fermanville, éditions du Linteau, 2013. (Dans le résumé présentant mon texte, j'écrivais que ces mémoires n'avaient jamais été publiés – en réalité, donc, ils viennent de l'être.)

Herbé et moi n'étions pas dupes de toutes les nouveautés que personnellement nous préconisions. Nous nous savions privilégiés d'habiter dans de vieilles maisons plus ou moins confortables mais chargées de passé. Nous estimions satisfaisant qu'il en fût ainsi : satisfaisant pour nous, et surtout pour les autres. Si nous pûmes faire du bien dans nos désespérants problèmes de logements sociaux, ce fut en résistant aux modes vulgaires, en ne cessant de rappeler l'excellence de valeurs qui avaient toujours fait la bonne éducation comme la bonne architecture. Réactionnaires pour les uns, révolutionnaires pour les autres, nous fûmes résolument intemporels. Claudius Petit, dans ses discours ministériels, prêchait un évangile architectural : l'évangile de Le Corbusier. Il reste que Claudius Petit, quand il se fit aménager un appartement, choisit comme Herbé et comme moi une vieille maison de la rue des Barres, contre le chevet de l'église Saint Gervais.

Dans ses mémoires, Pierre Dalloz assume, avec un peu d'orgueil, avoir été le responsable de beaucoup des choix urbains de la France de l'après-guerre :

De 1948 à 1958, j'eus autorité sur l'architecture de la reconstruction, et, par voie de conséquence, sur les plans de reconstruction et sur l'urbanisme. Comme me l'avait recommandé M. Claudius Petit, partout où le sol était encore libre, j'intervins. [...] Claudius Petit, Herbé et moi fûmes certainement, vers les années cinquante, les trois hommes qui provoquèrent les plus grands changements dans la manière de loger les Français, ce qui eut pour effet de modifier leur manière de vivre. Les choses ne furent pas après nous comme elles l'avaient été avant. Nous fûmes les promoteurs des premiers groupes d'habitations, d'où sortirent en quelques années les « grands ensembles ».

Alors ? Alors on pourrait croire que Pierre Dalloz, écrivant ses souvenirs à la fin des années 1970 et au début des années 1980, se pencherait sur la complexité de cette question-là, celle des grands ensembles. Mais pas du tout, il l'écarte en quelques phrases :

J'avais depuis longtemps senti venir la crise. Ce fut Sarcelles qui la fit éclater. Des articles parurent dans les journaux qui dénonçaient l'ennui et l'inhumanité des grands ensembles, leur absence d'équipements, leurs vices et leurs dangers sociologiques, les blousons noirs, la sarcellite, etc... Tout cela était à la fois injuste, exagéré, et souvent vrai. On a vu pire que Sarcelles ; Sarcelles n'a jamais cessé de s'améliorer. Les choses avaient été beaucoup trop vite. Un rythme trop rapide suffit dans l'ordre humain pour transformer une nécessaire évolution en traumatisme.

Et puis j'arrive, j'arrive enfin aux Courtilières, à Pantin, à côté du Fort d'Aubervilliers. Un peu comme Pénélope défaisant sa tapisserie la nuit, j'ai tissé mon histoire à l'envers. Car c'est là, aux Courtilières, que j'ai connu Pierre Dalloz pour la première fois. Sans doute dans un texte

présentant Emille Aillaud, l'architecte qui avait été missionné par Pierre Dalloz pour construire la cité des Courtilières, cette cité-jardin un peu utopique du milieu des années 1950, en rupture avec les grands ensembles de l'époque. Une cité avec un immeuble en serpentin d'un kilomètre de long, qui refuse le « chemin de grue », cette façon de dessiner des immeubles rectilignes pour que la grue qui les construit puisse avancer rapidement et qu'on construise efficacement. Car il faut construire, il faut construire vite : c'était déjà la doctrine de la fin des années 1940, ça l'est encore plus après l'appel de l'Abbé Pierre, le 1^{er} février 1954. Le ministère décide la construction de trois mille logements sur les terrains laissés disponibles grâce à la zone de servitude du Fort d'Aubervilliers, au lieu-dit « Les Courtilières ». La construction commence en 1955.

Je regarde le journal télévisé de la nuit du 10 octobre 1958. Des images muettes. C'est l'inauguration des Courtilières. Le préfet descend de sa voiture. Voilà qu'il monte dans un appartement, avec un monsieur, un locataire. On voit le salon, deux fauteuils, une armoire, une étagère, un buffet, un lampadaire un peu moderniste avec trois globes ronds au bout d'axes penchés. Puis la cuisine. Le préfet acquiesce, satisfait. Il y a de quoi l'être. Gros plan sur un petit chauffe-eau, puis sur un gros réfrigérateur. Et le lavabo de la cuisine, à double-cuve. Et la salle de bain : un lavabo, et une baignoire. Avec un seul robinet, tout de même, qui pivote de l'un à l'autre. Je ne sais pas si ces images muettes étaient commentées, ou si ce 10 octobre 1958, le soir tard, quelqu'un regardait comme moi ces images muettes en rêvant de ce confort qui lui semblait aussi lointain que me semble lointain ce robinet pivotant.

Dix ans après l'inauguration des Courtilières, Emile Aillaud est invité à en parler dans une émission de télévision intitulée « Réflexions sur l'architecture »³. C'est qu'on commence déjà à se poser des questions. Sur les grands ensembles. Sur les banlieues. Sur la façon d'y vivre.

Voix télévision : Les Courtilières, architecte Emile Aillaud. Les habitants disent aussi « la nouille », ou « le vermicelle », ou encore « le serpentin ». « Le serpentin de

³ « Réflexions sur l'architecture », ORTF, 7 mai 1968. Le passage sur les Courtilières commence à 18 minutes du début. (N.B. : L'INA a découpé l'émission en plusieurs morceaux.)

Pantin». C'est l'immeuble le plus long d'Europe, formé de deux cellules de base, inlassablement répétées. Dans cette émission, Emile Aillaud est seul de sa génération, le seul aussi à dire «je». Les autres disent «nous» en parlant d'eux-mêmes. [...]

Emile Aillaud : Il s'agit de ne pas analyser une ville, mais au contraire d'en refaire la synthèse. Je disais que le jeu des enfants ne devait pas se faire sur des terrains spécialement aménagés pour cela, de ces rectangles de graviers où il y a quelques appareils de torsion, sur quoi aucun enfant digne de ce nom ne peut aller jouer. Le jeu des enfants doit être fait de cheminements insidieux, de pièges pour l'imagination, et qu'à l'interstice de la vie des adultes se glisse le jeu des enfants qui doit être un jeu perpétuel et non pas localisé.

Question : Donc pas forcément la gaieté ? La joie ?

Emile Aillaud : Absolument pas. Je voudrais même faire, à vrai dire, des villes aptes à la mélancolie. La mélancolie étant un fondement... Et si je vais un peu plus loin, une sorte d'ennui qui me semble être l'élément créateur chez des jeunes gens d'une certaine possibilité de spiritualité. Donc que ce ne soit pas de ces gaietés collectives, mais que ce soit des bonheurs singuliers. Il y a cette formule de Rilke, qui est belle : «les enfants tristes et heureux». Je pense que ça pourrait être encore une réalité pour des tas d'enfants, qui sont trop tôt agrégés, enrégimentés, et dont l'ennui est si grand qu'ils en sont à demander – c'est une formule extravagante ! – des «animateurs»... Des «moniteurs»... Ils réclament des maisons de jeunes... Quel est l'enfant digne de ce nom qui demanderait que son jeu comporte un animateur ? Qu'est-il, cet enfant, s'il a besoin d'un animateur ? C'est qu'il est, déjà, enrégimenté. C'est qu'il est déjà avili, et qu'il fera partie d'un numéro d'une masse. Il ne sera pas un individu...

Je suis toujours fasciné – stupéfait, exaspéré, mais aussi, c'est vrai, fasciné – par la façon dont les architectes, les urbanistes, portent des jugements aussi énormes sur les gens. «Quel est l'enfant digne de ce nom»... «Qu'est-il, cet enfant ?» Et pourtant, par bien des côtés, je pourrais partager ce que dit Emile Aillaud sur l'ennui, créateur de vie. Cela me fait penser à ce qu'écrivait Marc Bernard, cet écrivain parisien envoyé à Sarcelles en 1963 et qui en tira un livre intitulé *Sarcellopolis* :

Sarcelles est pour l'instant (il faut rappeler obstinément que c'est une ville à demi construite) semblable aux auberges espagnoles ; si vous y venez les mains vides vous n'y trouverez rien. Ne comptez ni sur le spectacle de la rue ni sur quoi que ce soit que vous n'ayez apporté. On vous loge confortablement, le reste c'est à vous de le fournir, de le trouver, de l'inventer, parfois de le créer ; le logéco c'est à vous de l'emplir de votre présence, de votre existence propre. En somme c'est une ville pour «artistes», eux s'y sentiraient à l'aise avec leurs rêves, leur imagination, leurs espoirs.

« On vous loge, le reste c'est à vous de le fournir. » Je pense qu'on ne peut donner meilleure définition de la banlieue. Et c'est pour ça sans doute que j'aime tant ces lieux : parce qu'ils sont vierges, vierges d'histoire (au double sens du terme « histoire » : le passé, et la fiction).

Mais je retourne à Pierre Dalloz. Dans ses mémoires, un chapitre est consacré entièrement à Emile Aillaud. Un chapitre assez peu bienveillant :

Je ne parlerais certainement pas d'Emile Aillaud si les suffrages du monde officiel n'en faisaient une sorte d'architecte national. Aillaud va construire des immeubles-miroirs qui fermeront la perspective de la Défense. Aillaud va composer le plan des bâtiments et des jardins qui viendront remplacer les Halles de Baltard.

Au moment où Pierre Dalloz rédige ses mémoires, à la fin des années 1970, c'est vrai qu'Emile Aillaud est une star de l'architecture. Après avoir construit la cité de l'Abreuvoir à Bobigny puis les Courtilières à Pantin, il a conçu la Grande Borne à Grigny, toujours sur un modèle similaire : des logements HLM aux formes non conventionnelles dans d'immenses zones réservées aux piétons. Et Aillaud est l'architecte qui doit construire les deux « immeubles-miroirs » prévus pour prendre place en haut de la Défense, de façon à fermer l'axe historique, qui va du Louvre à la Défense. Projet alors défendu par le président de la République lui-même, Georges Pompidou, dans une interview au journal *Le Monde* en octobre 1972 :

Reste le problème de la percée sur le ciel à travers la voûte de l'Arc. C'est là que s'est posée la question du projet Aillaud. En lui-même, ce projet est très beau, selon moi. Mais je reconnais que, des Tuileries, il barre la voûte de l'Arc de triomphe. C'est un risque qui paraît à beaucoup inacceptable, notamment à l'Académie d'architecture unanime. Je n'en suis pas tout à fait sûr, mais je l'ai admis. Seulement je soutiens que, si l'on veut avoir, au-delà de l'Arc de triomphe et vers la Défense, une vraie perspective, il faudra que cette perspective, d'une manière ou d'une autre, soit arrêtée. Il n'y a de perspective que se terminant sur quelque chose. Si elle se termine sur le vide, c'est une avenue, plus ou moins longue, plus ou moins large, un immense boulevard Malesherbes, tout, sauf une perspective.

« Arrêtée » donc par les immeubles-miroirs d'Aillaud, qui seraient simplement moins hauts, limités à soixante mètres. Immeubles dits « miroirs » parce que réellement recouverts de miroirs ; et courbes, comme Aillaud en a l'habitude.

Dans ses mémoires, Pierre Dalloz tire à vue :

Je ne pense pas que l'on se soucie de la pensée architecturale d'Emile Aillaud à Rio, à San Francisco ou à Tokyo. Aillaud n'est un grand architecte que pour quelques snobs politiques français. Qu'Aillaud ait eu des chances du temps des Pompidou, Saint Tropez pouvait l'expliquer. On se disait: « Il doit s'agir de copinage. C'est banal et humain. Tant mieux pour lui. » Mais, que la papauté d'Aillaud continue et s'affirme, cela ne va plus; car il y a totale maldonne. L'engouement pour les subtilités esthétiques d'Aillaud [...] prouve que de petites coteries de snobs, comme on en voit dans toutes les décadences, confondent l'architecture avec d'épidermiques sensations, de délicats pastiches, des trouvailles de boudoirs.

En réalité, l'engouement ne dura guère. Au début des années 1980, Emile Aillaud fut écarté du projet de la Défense, et c'est un troisième président, après Pompidou et Giscard, c'est François Mitterrand qui fit le choix de la grande Arche, qui fut inaugurée en 1989. Et, aux Halles, Emile Aillaud, après avoir été architecte en chef du projet chargé de remplacer les pavillons Baltard, est contraint de démissionner en 1975.

Mais Pierre Dalloz n'a pas fini :

Il y a des années que je connais Aillaud. J'ai même représenté dans sa carrière une chance décisive le jour où, grâce à moi, il a pu construire à Bobigny ses premiers immeubles curvilignes que ses confrères ont appelés des nouilles.

Les « nouilles » dont il est question ici, ce ne sont pas encore celles des Courtilières, ce sont celles construites juste avant, juste à côté, dans la cité de l'Abreuvoir, à Bobigny.

Quand le plan m'en fut présenté – il s'agissait de quelques centaines de logements pour l'Office d'HLM de la Seine – je ne fus ni surpris, ni choqué, ni emballé. Je pensais simplement: « Si Aillaud l'a sentie ainsi, qu'il réalise l'opération de cette manière. Cela rompra avec le jeu de dominos trop souvent vu. Cela fera parler, secouera les routines, provoquera des émulations. Je suis pour les collectifs bas. Je suis pour les jardins. Les logements s'intégreront sans la moindre difficulté dans ces courbes de grand rayon. Tout bien considéré, je ne vois que des avantages. » [...] Les constructions d'Aillaud sortirent du sol. Elles en valaient d'autres. Je ne dis rien de leur polychromie de couleurs tendres. À vrai dire, j'aimais mieux dans le même voisinage les formes plus viriles, plus architecturées de Vedrès. Je fus surpris avec une pointe d'agacement lorsque je vis, en première page du *Figaro*, une photo aérienne des nouilles d'Aillaud. Ce baroque avait plu. Il était presque proposé comme un exemple à suivre.

Un exemple à suivre... Depuis une vingtaine d'années, les Courtilières ont mauvaise presse. Conçues comme le contraire d'un grand ensemble froid et déshumanisé, la cité a fini par connaître les mêmes maux. Surtout parce que, pendant des décennies, c'était l'office HLM de Paris qui était propriétaire des immeubles...

Il y a quelques années un livre est sorti sur les Courtilières⁴, un livre de témoignages d'habitants ; comme souvent dans ces cas-là, c'est à la fois beau et un peu frustrant parce que c'est de la parole brute qui finit par être un peu répétitive. J'en extrais juste un petit passage que j'aime bien :

Dans cette cité, j'y suis toujours et je n'ai vraiment pas envie de la quitter parce que je n'ai jamais eu peur. Mes racines sont là. Il m'est arrivé une fois en voiture de tomber en panne à minuit. J'ai arrêté des voitures, personne ne m'a aidée. Je savais qu'il y avait un groupe de jeunes au 36 qui dealait, je suis allée les voir en leur disant : « je suis en panne et ma voiture est au milieu de la route ». Ils m'ont dit : « madame, rentrez dans votre voiture ». Ils m'ont poussée jusqu'à la maison. Je les ai connus enfants comme monitrice au centre de loisirs. Je ne suis pas du tout en accord avec ce qu'ils font, pas du tout, mais ils ne me font pas peur.

Lorsque je passe par là, le long de l'avenue de la Division Leclerc qui longe la cité, se superposent toujours à ce que je vois les photos en noir et blanc, les premières photos des Courtilières, au début des années 1960. Ce qui me frappe le plus, sur ces photos en noir et blanc, plus que les Simcas ou les jupes longues des filles, ou le fait que le bâtiment est tout neuf et qu'on n'arrive pas à croire qu'il va si mal vieillir, ce qui me frappe le plus ce sont les arbres : à l'époque, ils sont maigres, chétifs. Aujourd'hui, grands et puissants. Et je me dis que rien n'est perdu, puisque les arbres ont grandi.

Et je me rends compte soudain que c'est comme ça que je vois, que j'ai toujours vu Pierre Dalloz, aussi : en noir et blanc. Que je l'ai toujours imaginé. Dans son bureau du quai de Passy, en train de donner son accord à Emile Aillaud pour la construction des Courtilières : d'un trait de plume décider de la vie de gens, trois mille logements, à peu près dix mille personnes, et puis d'autres encore quand les premiers habitants sont partis, ont été remplacés, et ainsi de suite. Au total, combien ? Peut-être

⁴ Geneviève Michel et Pierre-Jacques Derainne (dir.), *Aux Courtilières. Histoires singulières et exemplaires*, Grane, Créaphis, 2005.

cinquante mille êtres humains qui auront habité ici, parce que lui, Pierre Dalloz, l'a décidé ainsi. Lui qui habitait rue des Beaux-Arts, qui travaillait quai de Passy.

Mais ce n'est pas tout à fait fini. Il me reste une dernière trace de Pierre Dalloz à aller visiter. Cette toute dernière trace, elle me ramène au Vercors, au nord du Vercors, juste à côté de Grenoble. À Saint-Nizier de Moucherotte, c'est-à-dire à quelques kilomètres de l'endroit où Jean Prévost s'est fait tuer. À quelques kilomètres aussi de la maison familiale de Pierre Dalloz. Me voilà en 1968 :

*Télévision 1968*⁵ :Voici, dominé par le massif des Trois Pucelles, voici Saint-Nizier du Moucherotte qui accueillera, en plus des spécialistes du saut, soixante-dix mille spectateurs, des correspondants de presse, des radio- et télé-reporters avec leur matériel complexe et fragile. C'est dire qu'autour du tremplin de quatre-vingt-dix mètres, de la piste de départ et des locaux pour les juges, il a fallu penser aux tribunes, aux gradins, aux cellules de reportage. Et il a fallu pour faire cela quelques mois seulement. Quelques mois et deux cent quatre vingt mille mètres cubes de terrassement, des milliers de mètres cubes de béton qu'on a dû, au fur et à mesure de la construction, réchauffer constamment à l'aide de résistances électriques.

C'est Pierre Dalloz qui est l'architecte de ce tremplin. C'est un des rares bâtiments qu'il a lui-même dessiné. J'ai retrouvé un texte où il évoque son travail, mené avec deux autres architectes :

Nous avons tout d'abord choisi les matériaux majeurs : le béton et le bois, ainsi qu'un élément de construction, le voile de béton armé.

Nous avons estimé qu'il n'était pas indifférent de rappeler par un tel choix les titres de la France dans l'invention de la technique de construction en béton armé ainsi que dans l'évolution de cette technique.

La piste d'élan est supportée par un voile de béton axial, entre une tour de départ, à sa partie haute, et le tremplin.

Nous avons estimé qu'il était préférable d'enfermer les moyens d'accès (escalier, ascenseur) dans la pure simplicité d'une tour. Ainsi avons-nous réduit au strict minimum les dessertes visibles des portes étagées d'où partiront les skieurs, selon le glissement de la neige.

⁵ « Le tremplin de saut à skis de Saint-Nizier de Moucherotte », Rhône Alpes actualités, 6 janvier 1968.

Le tremplin proprement dit, nous l'avons conçu comme un plongeur, non comme l'habituelle caisse ornée des anneaux olympiques. Nous avons cherché à en faire une image de légèreté, d'envol.

Et puis, en 1992, quelques semaines avant la mort de Pierre Dalloz, cette information, sur Antenne 2 :

*Télévision 1992*⁶ : Madame, monsieur, bonjour. Une histoire du temps qui passe, et qui use, pour commencer. Cette histoire est anecdotique, à quelques jours des Jeux Olympiques d'Albertville, bien sûr, mais le tremplin qui avait servi aux J.O. de Grenoble est aujourd'hui dégradé par le temps, trop cher à remettre en état, bref, il est en vente pour un franc symbolique.

Si j'avais su cela, en 1992, j'avais dix-sept ans, et à dix-sept ans on a bien un franc à investir dans un tremplin olympique, même à moitié ruiné. Si j'avais su cela, bien sûr que je l'aurais acheté.

J'ai cherché à aller visiter le tremplin, qui est toujours là, aujourd'hui, vingt ans après avoir été mis en vente et n'avoir trouvé aucun acquéreur. À le visiter de manière électronique, s'entend. J'ai trouvé des photos sur internet, j'ai même fait un petit tour sur les routes avoisinantes avec la Google Street View, la vue prise depuis la voiture de Google, et au loin on voit cette tour en béton et cette piste qui remonte vers le ciel. Il n'y a rien à dire d'autre que : c'est beau. C'est beau parce que c'est en ruine. Je repense à cette phrase de Pierre Dalloz que j'ai lue dans un journal. Une phrase qui date de 1982 :

Si ce tremplin devait être un jour abandonné, le mieux serait de reconstituer autour de lui la sapinière, pour qu'il apparaisse dans la forêt comme un fantôme.

Dans la forêt, comme un fantôme. Et les Courtillières ? Dans la banlieue, comme un fantôme ? Et Pierre Dalloz... Dans l'histoire de France, comme un fantôme ? Et moi ? Terminer cette histoire. Et disparaître, dans la forêt, comme un fantôme.

RAPHAËL MELTZ
écrivain
raphael@le-tigre.net

⁶ Antenne 2, journal de 13 heures, ouverture (après les titres), 10 janvier 1992.

